

Adieu les dividendes de la paix

Chronique économique

Marian Stepczynski



L'expression, extraite d'un discours de Laurent Fabius, alors président de l'Assemblée nationale française (1990), a fait florès depuis pour décrire l'immense soulagement ressenti partout dans le monde après l'effondrement de l'Union soviétique, qui allait permettre la diminution des dépenses d'armement et leur réaffectation à des tâches bien davantage susceptibles d'élever le niveau de prospérité. Nonobstant le fait qu'en réalité le taux de croissance de l'ensemble des économies avancées a baissé plutôt qu'augmenté au cours des années suivantes* (en raison sans doute de facteurs étrangers à cette paix retrouvée), les budgets nationaux ont effectivement été réorientés, et l'Occident a fortement réduit ses dépenses militaires.

En revanche, nul besoin d'un dessin pour comprendre que l'invasion russe en Ukraine allait conduire à un renversement complet de la vapeur en matière d'armement. Non seulement il s'agit d'aider le pays agressé à se défendre, mais aussi de restaurer les capacités militaires de voisins appelés à la rescousse, dont les stocks de matériels et de munitions, déjà à l'étiage au titre des dividendes de la paix, sont en train de s'épuiser, ou du moins ne plus correspondre aux minima utiles en cas de généralisation du conflit.

Les besoins à ce nouveau titre impliquent un coût considérable. En 2006 déjà, avant même que la posture russe se manifeste de manière aussi menaçante, l'OTAN avait invité les membres de l'Alliance à consacrer au moins 2% de leur produit intérieur brut à la défense. L'an dernier, seule une dizaine d'entre eux, Pologne et États-Unis en tête avec 3,9% et 3,5% respectivement de leur PIB, satisfaisait à la règle. Malgré l'ampleur du redressement en cours (+8,3% de dépenses de défense en termes réels en 2023 pour les membres européens de l'OTAN et le Canada), on est encore loin d'une mise à niveau du potentiel mili-

taire de l'Alliance, alors même que d'autres urgences se bousculent au portillon. Un peu partout en Europe, les agriculteurs expriment à leur façon, plutôt brutale, leur désarroi face à la baisse de leurs revenus qu'ils attribuent sans beaucoup de cohérence à diverses causes, liées le plus souvent à des directives européennes censées pourtant défendre leurs intérêts. Ces jacqueries d'un XXI^e siècle que l'on n'imaginait pas paysan, tant l'agriculture et l'élevage, jusqu'ici laissés en marge, semblaient redevenir de bon aloi à la faveur du retour à la nature et aux préférences nationales, vont inévitablement faire peser de nouvelles contraintes sur les budgets publics. Enfin, comment ne pas énumérer ces autres priorités que sont l'impuissante maîtrise des coûts de la santé et la réforme, inévitable quoique constamment repoussée, des régimes de retraites mis à mal par le vieillissement démographique.

«La guerre des autres a toujours fini par rattraper ceux qui s'en croyaient dispensés.»

Les combattants ukrainiens fatigués par une guerre qu'ils n'ont pas voulue le seraient à moins. Mais le fait est que c'est au moment précis où ils en ont le plus besoin que leurs soutiens se mettent à vaciller et que l'appui américain, décisif, risque tout bonnement de disparaître. Sans jouer les oiseaux de malheur, osons rappeler que la guerre des autres a toujours fini par rattraper ceux qui s'en croyaient dispensés. Et que l'Occident, tout occupé à ses affaires cessantes, ferait bien en l'occurrence, quoi qu'il lui en coûte, de redéfinir ses priorités. Alors, adieu les dividendes de la paix, et bonjour les coûts de la guerre.

* La croissance annuelle moyenne des pays de l'OCDE a baissé de 2,9% à 2,6% entre les dix années précédant 1990 et la décennie suivante.

Courrier des lecteurs

L'Hôtel des postes sans aiguilles

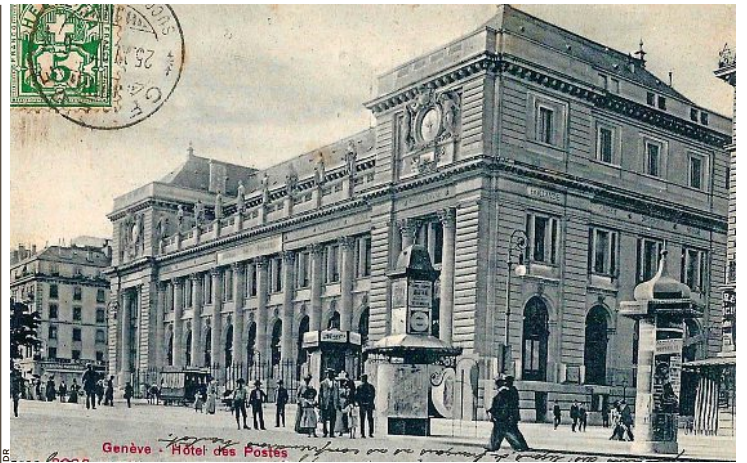
Lettre du jour

Genève, 26 janvier J'habite à Genève, face au bâtiment emblématique de l'Hôtel des postes, situé près de la gare de Cornavin. Ce lieu, un point de repère central pour les Genevois et les touristes du monde entier, fait actuellement face à une situation préoccupante: les aiguilles de ses deux grandes horloges ont été retirées il y a environ six mois, et il n'y a aucune indication quant à leur remise en place.

Ce bâtiment, qui sert de façade à Genève, perd une part de son identité avec l'absence de ces aiguilles. La montre, symbole et fierté de l'artisanat suisse, est particulièrement représentative de Genève. Cette absence pose un défi non seulement esthétique mais aussi symbolique. La disparition des aiguilles de ce bâtiment emblématique soulève des questions cruciales:

1. Impact visuel et symbolique. Comment l'absence de ces horloges affecte-t-elle l'image de Genève, connue mondialement pour son excellence en horlogerie?

2. Conséquences pour les habitants et touristes. Quel est l'im-



part de cette absence sur la vie quotidienne des habitants et sur l'expérience des touristes, habitués à se repérer grâce à ces horloges?

3. Message involontaire. Que signifie le fait de négliger la remise en place de ces aiguilles dans une ville qui se veut le symbole mon-

dial de la précision et de la qualité horlogère?

Ces questions méritent une attention médiatique. Il est essentiel de sensibiliser le public et les autorités sur les conséquences de cette situation. Une couverture journalistique pourrait inciter à une action rapide pour restaurer

ces horloges, préservant ainsi l'héritage et l'identité de notre ville.

Je vous invite à considérer ce sujet pour un article approfondi. Il ne s'agit pas seulement de deux horloges, mais de l'âme d'une ville et d'un savoir-faire mondialement reconnu.

Yannick Rohrbach

Instrumentalisation

Genève, 18 janvier Alors que je marchais à Bel-Air, un jeune homme s'est adressé à moi pour me présenter l'initiative «Stop au black-out». La feuille de récolte étant dénuée de logos d'associations ou de partis, je lui ai demandé qui était à l'origine de cette initiative. Quelle n'a pas été ma surprise de l'entendre me répondre: «Les Verts!» Étant coprésident des jeunes Verts Genève, je lui ai rétorqué qu'il était impossible que ce parti soit à l'origine de cette initiative. En effet, cette initiative anxigène vise avant tout à lever l'interdiction de construire des centrales nucléaires en Suisse et va à l'encontre de l'initiative Verte, la vraie et la seule qui permette un approvisionnement réellement propre et autonome: l'initiative solaire. Visiblement loin d'être informé, mon interlocuteur n'a pas changé de discours. Il m'a dit être employé par une agence de marketing qui se targue pourtant sur son site internet d'être «la voix du peuple suisse»! Cette agence n'en est pas à son coup d'essai. Déjà lors de la Course de l'Escalade en décembre dernier, des membres avertis nous ont rapporté avoir été alpagués de la même manière. Alors, comment représenter fidèlement «la voix du peuple suisse» quand on la manipule? Comment porter un débat sérieux en faisant passer des salaires pour des militants, des déchets radioactifs pour des pâques et des partis bourgeois pour des écologistes? Chez les Verts, nous nous opposons à toute instrumentalisation de l'urgence climatique au profit d'une industrie toxique et destructrice.

Aurélien Theytaz, coprésident des Verts Genève

de la gestion de Pierre Maudet. Or, dans un encadré en page 3, au titre bien senti - «Un autre départ en vue à la Santé» - on peut trouver, en cherchant bien, que le fonctionnaire cité en une a écrit: «Je n'ai strictement aucun reproche à faire dans ma relation professionnelle avec Monsieur Maudet qui, tout au long de ces mois de collaboration, a été totalement respectueux à mon égard et à l'endroit de mon engagement. Je déplore vivement l'instrumentalisation de ma demande qui a été faite par les médias ces derniers jours.» [...] Après des mois de harcèlement par la «Tribune», il a quand même été réélu, choisi par le peuple. Fichez-lui la paix et laissez-le travailler!

Luigi Imperiali

Deux États

Crans (VD), 15 janvier Pendant plus d'un siècle, disons jusqu'à mai 68, il valait mieux être attentif à ne pas trop s'éloigner de la norme de société, de ce qui était attendu et validé tant par la majorité que par le système en place. Une sorte d'autocensure dictée par le jugement des autres et la crainte d'être mis au ban de la société. [...] Aujourd'hui dans nos sociétés occidentales [...], on ne trouve plus grand monde pour se soucier de l'opinion et encore moins du jugement d'autrui. [...] Cependant et malgré tout il y a des tabous qui résistent au temps. Soit parce qu'ils sont liés à des événements particulièrement choquants, soit parce qu'ils sont soigneusement entretenus par ceux à qui cela profite. L'un de ces tabous concerne Israël et ceci conjointement pour ces deux mêmes raisons: d'une part l'horreur absolue de la Shoah qui a profondément marqué les esprits, et d'autre part parce que les dirigeants israéliens savent que, isolés au milieu du monde arabe, il est vital pour eux de jouir de la protection du monde occidental. [...] Ce qui m'a amené à cette réflexion c'est le constat suivant: s'il y a unanimité sur la condamnation de l'inexcusable agression du Hamas, c'est loin d'être le cas en ce qui concerne la réponse disproportionnée et surtout aveugle

d'Israël. Et voilà que l'on retrouve la fameuse pression sociale: celui qui tente simplement d'être impartial est immédiatement fiché antisémite. La honte, quoi... Pour éviter cette honte, la tentation d'autocensure est plutôt inconsciente, mais bien réelle. [...] Même les présidents Biden et Macron, pourtant connus pour une certaine ouverture d'esprit, n'osent pas vraiment se positionner par crainte d'être soumis à l'opprobre général et aux pressions de milieu qu'ils ne peuvent pas prendre le risque d'ignorer. Alors que, face à ces deux camps irréductibles, seule une pression conjointe de ces grands dirigeants permettrait de faire la part des choses et d'ouvrir ce qui semble être la seule voie vers une solution viable: deux États. [...]

Jacques Brochon

Auschwitz

Chambéry, 17 janvier La «Tribune de Genève» a publié le 29 décembre dernier en page 8 une lettre accusant le CICR de ne rien faire pour les otages détenus par le Hamas, alors même que le monde entier a pu voir que tous les otages qui ont été libérés jusqu'ici ont été remis au CICR et conduits hors de la bande de Gaza par les délégués du CICR qui sont restés à leur poste à Gaza en dépit de bombardements massifs et incessants. En fin d'article, le signataire de cette lettre affirme que le CICR aurait envoyé le 22 novembre 1944 à un ministre des États-Unis un «rapport officiel» dans lequel «on lit que le CICR a visité le camp de la mort d'Auschwitz-Birkenau». Il ajoute que le rédacteur du rapport «affirme n'avoir pas découvert d'installation d'extermination de détenus civils». J'ai sous les yeux la copie de la lettre confidentielle que le CICR a fait parvenir le 22 novembre 1944 à M. Roswell McClelland, conseiller spécial du Ministre des États-Unis à Berne. Cette lettre - dont chacun peut consulter la copie aux archives du CICR - porte uniquement sur le fait qu'un délégué a pu se rendre au poste de commandement du camp d'Auschwitz pour y discuter de l'envoi de secours aux cap-

tifs. En réponse à une question de Roswell McClelland, cette lettre mentionne que le délégué n'a pas pu confirmer l'existence de chambres à gaz, dès lors qu'il n'a pas pu aller au-delà du poste de commandement. Enfin, le CICR insiste sur le caractère confidentiel de cette communication, pour ne pas donner l'impression que ses délégués peuvent visiter les camps de concentration, alors que tel n'est pas le cas, et pour éviter que la propagande allemande puisse utiliser cette communication comme preuve du bon traitement des captifs. En ce qui concerne le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau - situé à quelques kilomètres du camp d'Auschwitz - le CICR n'a jamais été en mesure d'y pénétrer et n'a jamais rédigé aucun rapport concernant ce camp.

François Bugnon, Dr^es Sciences politiques

PAV

Vésenez, 26 janvier Le 3 mars prochain, nous devons voter sur une loi qui propose plus de PPE dans le PAV. Cette loi propose d'introduire 24% de propriété par étages à un prix abordable dans le PAV. Il est à noter que le projet actuel ne prévoit que la création de 12% de logements en droit de superficie, pouvant notamment comprendre des propriétés par étages. C'est un réel problème dans la mesure où un nombre dérisoire de logements en propriété par étages en droit de superficie serait construit dans le PAV et qui ne correspond en plus pas à la vraie PPE dès lors que le bénéficiaire n'est pas propriétaire du terrain. La demande de propriété par étages est croissante à Genève et le projet envisagé au PAV ne permet aucunement de répondre à cette demande. Il faut ainsi tout faire pour que de la vraie PPE soit prévue dans le PAV afin de satisfaire la demande en logement des Genevois et favoriser l'accès à la propriété de centaines de familles. Pour les raisons qui précèdent, votez et faites voter oui pour de la PPE au PAV le 3 mars prochain.

Françine de Planta, députée PLR

www.tdg.ch

Neutralité
● Double interview Prendre connaissance des réponses de l'ambassadrice de France et de l'ambassadeur d'Allemagne à Berne au sujet des principes et institutions helvétiques.



Littérature
● Coups de cœur Découvrir la rentrée littéraire hivernale à travers quatre coups de cœur, dont un pour le dernier livre de l'auteur genevois Joseph Incardona: une histoire rocambolesque de prostituée miraculeuse.



Mika
● Fleurs en tête Lire l'interview de Mika à l'occasion de la sortie récente de son album «Que la tête fleurisse toujours», au titre inspiré par un dessin que lui a laissé sa mère avant de mourir.



UNIVERSAL MUSIC/AGENCE GUILLEBERT MATHEYS